

## **Accord professionnel**

### **CENTRES DE GESTION AGRÉÉS ET HABILITÉS ET ASSOCIATIONS DE GESTION ET DE COMPTABILITÉ**

**ACCORD DU 15 FÉVRIER 2006**

RELATIF À LA NÉGOCIATION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE ENTRE LES  
CENTRES DE GESTION AGRÉÉS ET HABILITÉS ET LES ASSOCIATIONS DE  
GESTION ET DE COMPTABILITÉ

NOR : ASET0650403M

#### **PRÉAMBULE**

Les centres de gestion agréés et habilités et les associations de gestion et de comptabilité appelées à les remplacer dans le cadre de l'ordonnance publiée le 25 mars 2004 portant réforme de la profession comptable sont représentés par les fédérations d'employeurs suivantes :

- le CNRCF (conseil national du réseau CER France) ;
- la FFCGEA (fédération française des associations de gestion et de comptabilité et des centres de gestion et d'économie de l'artisanat) ;
- l'AS CLCP (accompagnement stratégie comité de liaison des centres partenaires) ;
- le CLCG (comité de liaison des centres de gestion).

Les fédérations d'employeurs signataires et les organisations syndicales signataires ont convenu de l'opportunité d'engager des négociations. Elles ont arrêté d'un commun accord les conditions nécessaires permettant de garantir un fonctionnement paritaire tout au long de leurs travaux.

Elles ont décidé de formaliser leurs points de vue communs dans le présent accord.

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Champ d'application*

Le présent accord fixe, sur le territoire de la France y compris les DOM, les modalités de négociation d'une convention collective de branche entre les organisations représentatives d'employeurs et les organisations syndicales représentatives des salariés.

Les entreprises qui entrent dans le champ d'application du présent accord sont celles qui exercent comme activité principale la tenue et la centralisation des documents comptables et la prestation de conseil et d'assistance individuels en matière de gestion à leurs adhérents sous forme associative, à savoir :

- les centres de gestion agréés et habilités tels que créés en application de l'article 1649 *quater* D du code général des impôts ;
- les associations de gestion et de comptabilité telles que créées par l'ordonnance n° 2004-279 du 25 mars 2004.

## **Article 2**

### *Composition, organisation*

La commission de négociation est composée :

- pour le collège employeur, de 4 représentants par fédération d'employeurs ;
- pour le collège salarié, de 4 représentants par organisation syndicale représentative au niveau national ;
- la présidence de la commission et le secrétariat sont assurés par un représentant d'une fédération d'employeurs.

Chaque partie communiquera la liste de ses représentants désignés, par lettre recommandée avec accusé de réception, au secrétariat de la commission. Les salariés désignés informeront leur employeur dans les mêmes formes.

## **Article 3**

### *Qualité des délégations*

Chaque délégation patronale représentée justifie de sa qualité de fédération d'employeurs.

Chaque fédération d'employeurs et chaque organisation syndicale partie à la négociation communique le nom de son représentant mandaté pour signer.

## **Article 4**

### *Calendrier*

Les parties définiront un calendrier jusqu'à conclusion de la négociation.

Selon les thèmes, des groupes de travail pourront être mis en œuvre pour accélérer le processus de négociation.

## **Article 5**

### *Organisation des séances de travail*

#### **5.1. Organisation**

Le secrétariat informera les participants des lieu, date et heure de la réunion. Les frais de secrétariat et l'organisation des réunions de négociation seront pris en charge par les fédérations d'employeurs.

## 5.2. Tableau de synthèse des décisions ou observations

La présentation des documents de synthèse se fera sous forme de compte rendu ou d'un document, suivant nécessité, dont les rubriques peuvent être les suivantes :

- projet d'article ;
- observations ou contre-propositions syndicales ;
- nouvelles propositions patronales ;
- texte arrêté (1).

## 5.3. Convocation

Le secrétariat adresse la convocation, rappelant l'ordre du jour, ainsi que le document de synthèse et le bulletin réponse de participation afin de faciliter l'organisation.

## 5.4. Destinataires et transmission

La transmission s'effectuera par courriel ou par courrier aux participants à la négociation.

## 5.5. Délais

Ces documents seront adressés au plus tard 8 jours avant la séance prévue. Les organisations syndicales s'efforceront de faire parvenir les nouvelles observations et/ou contre-propositions au secrétariat de la commission la veille au soir de la séance de négociation.

# Article 6

## *Prise en charge des coûts*

Les entreprises adhérant à une fédération signataire et après extension du présent accord, chaque entreprise de la branche ayant des salariés participant à la négociation prendront en charge, sur présentation des pièces justificatives :

Le transport, l'hébergement, la restauration sur la base suivante :

- transport SNCF : billet 2<sup>de</sup> classe ;
- transport aérien éventuellement, au-delà de 500 km (aller) : billet classe économique ;
- trajet domicile gare-aéroport : selon le barème fiscal en vigueur sur la base de 7 CV (– 5 000 km par an) ;
- frais hôteliers : 85 € ;
- restauration : 19 € par repas,

et assureront le maintien du salaire.

Dans ces mêmes conditions, les frais relatifs aux réunions préparatoires seront pris en charge si la préparation est accolée à la séance de négociation, dans la limite d'une journée de préparation par séance de négociation.

---

(1) La notion de texte arrêté signifie qu'un accord a été trouvé sur cette partie mais qu'au vu du texte global ou d'un autre article il peut être remis à débat.

## **Article 7**

### *Formalités, durée, dépôt, extension*

Cet accord, conclu pour la durée de la négociation, sera déposé, dès signature, pour extension, par la partie la plus diligente, au département des relations du travail et du bureau de la négociation collective ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris. Il pourra être dénoncé par chacune des parties signataires selon les modalités prévues à l'article L. 132-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 15 février 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

CNRCF ;  
AS-CLCP ;  
FFCGEA.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CFTC ;  
CGC ;  
CGT ;  
FO.